



CHAPITRE 60

Loi modifiant la Loi des produits laitiers

[Sanctionnée le 18 mars 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 126,
a. 2, am.

1. L'article 2 de la Loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1941, chapitre 126), modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 64, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 9° par le suivant:

"fabrique";

"9° Le mot "fabrique" signifie tout établissement qui reçoit du lait, du lait modifié ou de la crème pour être vendus en nature ou pour être convertis, en tout ou en partie, en beurre, fromage, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre, crème glacée ou autre produit du lait, dans l'établissement même ou ailleurs; il comprend l'établissement où l'on retravaille, pour la vente, le beurre ou le fromage;"

b) en y ajoutant, après le paragraphe 13°, les suivants:

"lait";

"13°a Le mot "lait" signifie le produit obtenu par la traite d'une ou de plusieurs vaches, à l'exclusion du colostrum;

"lait modifié";

"13°b Les mots "lait modifié" signifient du lait entièrement ou partiellement écrémé, ou évaporé, avec ou sans addition de vitamine ou de matières solides du lait;"

c) en remplaçant le paragraphe 14° par le suivant:

"marchand de lait";

"14° Les mots "marchand de lait" signifient toute personne, société, association, compagnie ou corporation achetant

CHAPTER 60

An Act to amend the Dairy Products Act

[Assented to, the 18th of March, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1941, chapter 126), amended by section 1 of the act 14 George VI, chapter 64, is again amended

R.S.,
c. 126,
s. 2, am.

a. by replacing paragraph 9 by the following:

"9. The word "factory" means any establishment which receives milk, modified milk or cream to be sold in its natural state, or to be converted, in whole or in part, into butter, cheese, condensed milk, evaporated milk, milk powder, ice cream or any other milk product, either in such establishment or elsewhere; it includes any establishment where butter or cheese is worked over again for sale;"

b. by adding, after paragraph 13 thereof, the following:

"13a. The word "milk" means the product obtained from the milking of one or more cows, excluding colostrum;

"milk";

"13b. The words "modified milk" mean milk wholly or partially skimmed, or evaporated, with or without the addition of vitamins or solid milk matter;"

"modified milk";

c. by replacing paragraph 14 by the following:

"14. The words "milk dealer" mean any person, partnership, association, company or corporation purchasing or re-

"milk dealer";

ou recevant, des cultivateurs ou autres producteurs, du lait, du lait modifié ou de la crème, soit pour les revendre à l'état nature, soit pour les transformer pour fins commerciales en crème, crème glacée, beurre, fromage, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre ou autres produits du lait;".

S.R.,
c. 126,
a. 4,
remp.
Permis
requis.

2. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**4.** Nul ne peut exploiter une fabrique sans avoir au préalable obtenu de l'inspecteur général un permis indiquant la nature des opérations autorisées. Ce permis est octroyé gratuitement sur demande écrite, à l'époque et aux conditions exigées en vertu de cette loi ou de ses règlements. Avant d'émettre ce permis, l'inspecteur général doit s'assurer que toutes les conditions requises pour l'obtention de ce permis ont été remplies.

Condi-
tion.

Aucun permis ne peut être émis à moins que, de l'avis de l'inspecteur général, l'exploitation projetée ne soit nécessaire et désirable eu égard aux intérêts des fournisseurs-producteurs et du public.

Permis
person-
nel.

Ce permis est personnel et ne peut pas être transféré; il devient nul lorsque le détenteur du permis cesse d'exploiter la fabrique durant douze mois consécutifs. Au cas de transport par vente, louage ou autrement du droit de propriété ou de possession d'une fabrique, les parties à ce transport doivent en donner immédiatement un avis par lettre recommandée à l'inspecteur général et lui transmettre en même temps une copie conforme du contrat de mutation; le défaut de remplir cette obligation constitue une infraction à la présente loi. Tant que l'inspecteur général n'a pas reçu ces documents, la personne qui a fait le transport est de plus tenue conjointement et solidairement responsable avec la personne en faveur de qui ce transport a été fait de toute somme due par cette dernière aux fournisseurs-producteurs.

Infra-
ction et
peine.

Toute personne, société ou corporation exploitant une fabrique sans permis est passible d'une amende additionnelle de vingt-cinq dollars par jour en outre des frais et des peines prévues par les articles 29 et 34."

ceiving milk, modified milk or cream from farmers or other producers to resell it in its natural state or to convert it for commercial purposes into cream, ice cream, butter, cheese, condensed milk, evaporated milk, milk powder or any other milk product;".

2. Section 4 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 126,
s. 4,
replaced.
Permit
required.

"**4.** No person shall operate a factory without having previously obtained a permit from the inspector-general, indicating the nature of the operations authorized. Such permit is granted gratuitously upon written request, at the time and upon conditions prescribed by virtue of this act or the regulations thereof. The inspector-general before issuing such permit shall ascertain that all the conditions required for the issuing of such permit have been fulfilled.

Condi-
tion.

No permit shall be issued unless, in the opinion of the inspector-general, the proposed operations shall be deemed necessary and desirable with regard to the interests of the producer-suppliers and the public.

Such permit is private and is not transferable; it shall become void when the holder of the permit shall cease to operate a factory during a period of twelve consecutive months. In the case of a transfer by sale, rental or otherwise of the right of ownership or possession of a factory, the parties to such transfer shall immediately give notice by registered mail to the inspector-general and at the same time shall forward him a certified copy of the deed of transfer; failure to meet such obligation shall constitute a violation of this act. As long as the inspector-general shall not have received such documents, the person who shall have made the transfer is, moreover, held jointly and severally responsible together with such person in whose favour the transfer shall have been made, of any sum owing by the latter to the producer-suppliers.

Permit
to be
private.

Any person, firm or corporation operating a factory without a permit shall be liable to an additional fine of twenty-five dollars per day in addition to costs and the penalties provided by sections 29 and 34."

Offence
and
penalty.

S.R.,
c. 126,
a. 13, am.

3. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 46, et par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 64, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 3° par les suivants:

Surveil-
lance;

"3° De surveiller, de contrôler et de réglementer dans la province le mode d'achat, l'achat, le transport, la manipulation, la transformation, la préparation, la livraison, le mode de vente, la vente, la distribution ou le mode de distribution du lait, du lait modifié ou de la crème, et les causes qui peuvent modifier le contrat mentionné en l'article 26 ou y mettre fin;

Réci-
pients;

"3^a De statuer sur la nature, la capacité et le prix des réipients servant à la mise en vente et à la vente du lait, du lait modifié et de la crème;

Inscrip-
tions, etc.

"3^b De réglementer les inscriptions, étiquettes ou marques indiquant la nature, l'espèce ou la variété, la composition, la quantité ou les appellations particulières du lait, du lait modifié ou de la crème, ainsi que l'inscription des nom et adresse du marchand de lait sur les factures, les étiquettes ou les réipients;"

b) en remplaçant le paragraphe 7° par le suivant:

Prix des
produits.

"7° De fixer, dans les limites de tout territoire de la province qu'elle désigne, les prix du lait, du lait modifié ou de la crème, en tenant compte de la valeur des produits, des conditions de leur production, de leur manipulation, de leur livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;"

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. Section 13 of the said act, amended R.S.,
c. 126,
s. 13, am.
by section 2 of the act 11 George VI, chapter 46, and by section 3 of the act 14 George VI, chapter 64, is again amended

a. by replacing paragraph 3 by the following:

"3. To supervise, control and regulate Supervi-
sion;
in the Province the manner of purchasing, the purchase, transportation, handling, conversion, preparation, delivery, method of sale, sale, distribution or manner of distribution of milk, modified milk or cream, and the causes which may alter or terminate the contract mentioned in the section 26;

"3a. To determine the nature, the Recepta-
cles;
capacity and price of the receptacles used in the offering for sale or sale of milk, modified milk and cream;

"3b. To regulate the writings, labels or Writings,
etc.
markings indicating the nature, kind or variety, composition, quantity or particular trade names of milk, modified milk or cream, as well as the inscription of the name and address of the milk dealer on invoices, labels or receptacles;"

b. by replacing paragraph 7 by the following:

"7. To fix, within the limits of any Prices.
territory in the Province which it may designate, the price of milk, modified milk or cream, taking into account the value of the products, the conditions of production, handling and delivery thereof and the conditions of the various local markets, so as to safeguard the interests of the producer-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;"

4. This act shall come into force on Coming
into force.
the day of its sanction.